

COURRIER DE LA DIRECTION

Date d'arrivée : 05/03/20 Numéro : 67

Date du courrier : 04/03/20

Expéditeur : DDT 55 - Service Environnement - Unité Eau

Arrivé par
siège VNF : non
(OUI/NON)

Action demandée :
(Réponse/Information/Traitement)

Objet : arrêté portant classement du bief n°14 de Foug du CMRO sur le territoire des communes VOID
VACON - TROUSSEY - SORCY ST MARTIN - PAGNY/MEUSE - LAY ST REMY - FOUG

| DATE DE LA REUNION | DATE LIMITE DE REPONSE | COURRIER SIGNALE |
|--------------------|------------------------|------------------|
| | | |

Destinataires :

| | ATTRIBUTAIRE : Traitement | REPONSE : proposition d'une réponse / Réponse | CONTRIBUTEUR : Pour contribution | INFO |
|---|------------------------------|--|-------------------------------------|------|
| Directeur | | | | |
| Directeur Adjoint | | | | X |
| Secrétaire Général | | | | |
| Arrondissement Environnement Maintenance Exploitation | | | | X |
| Arrondissement Développement de la Voie d'Eau | | | | X |
| DIMOA | | | | |
| Arrondissement Maîtrise d'ouvrage, perspectives et finances | | | | |
| Comptable Secondaire | | | | |
| UTI CMRE Embranchement de Nancy | | | | |
| UTI Canal des Vosges | | | | |
| UTI Moselle (Metz / Toul / Pont-à-Mousson) | | | | |
| UTI Canal Maine au Rhin Ouest (Bar-le-Duc / Void) | | | | X |
| UTI Meuse-Ardenne | | | | X |
| UTI Canal entre Champagne Bourgogne | | | | |

Messages de la
Direction :

↓ 4



Liberté - Égalité - Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MEUSE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES
Service Environnement
Affaire suivie par : Elric PESCHELOCHE
elric.pescheloch@meuse.gouv.fr
Tél. : 03 29 79 93 77
Fax : 03 29 76 32 64

Bar-le-Duc, le 04 MARS 2020

M. Pascal GAUTHIER
Direction territoriale du Nord-Est
VNF
169 rue Charles III
Cs 80062
54036 NANCY cedex

N° dossier : 2019_00310

Lettre recommandée avec AR 1A 176 930 8713 3

Monsieur le Directeur,

Par courrier du 21 janvier dernier, mes services vous informaient de la transmission prochaine de l'arrêté inter-préfectoral (Meurthe-et-Moselle et Meuse) de classement du bief n°14Vmo de Foug du Canal de la Marne au Rhin Ouest au titre de l'article R.214-122 du code de l'environnement.

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint l'arrêté sus-mentionné.

Le Service environnement de la Direction Départementale des Territoires de la Meuse se tient à votre disposition pour toute information complémentaire.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération très distinguée.

Le Préfet,

Alexandre ROCHATTE

PJ : arrêté de classement du bief n°14Vmo de Foug

Copie :
DREAL Grand-Est
Service Prévention des Risques Naturels et Hydrauliques
1 rue du Parlement
BP 80556
51022 CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE
A l'attention de Cindy BATSCHELET



PRÉFET DE LA MEUSE



PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Direction départementale des territoires
Service Environnement
Unité Eau

ARRÊTÉ n° 2020-~~1524~~ du 04 MARS 2020

**Portant classement du bief n°14VMo de Foug du canal de la Marne au Rhin Ouest
sur le territoire des communes de VOID-VACON, TROUSSEY, SORCY-SAINT-MARTIN,
PAGNY-SUR-MEUSE, LAY-SAINT-REMY et FOUG**

**Le Préfet de la Meuse,
Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,**

VU le code de l'environnement et notamment ses articles R.214-1, R.214-53 et R.214-112 à R.214-132 ;

VU le décret 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements, modifiant le décret 2004-374 du 29 avril 2004 ;

VU le décret du 4 janvier 2019 portant nomination de Monsieur Alexandre ROCHATTE, Préfet de la Meuse ;

VU le décret du 8 décembre 2017 portant nomination de Monsieur Eric FREYSSELINARD, Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret 2007-1735 du 11 décembre 2007 relatif à la sécurité des ouvrages hydrauliques et au comité technique permanent des barrages hydrauliques et modifiant le code de l'environnement ;

VU le décret n°2015-526 du 12 mai 2015 relatif aux règles applicables aux ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et aux règles de sûreté des ouvrages hydrauliques ;

VU l'arrêté ministériel du 21 mai 2010 définissant l'échelle de gravité des événements et évolutions concernant un barrage et une digue ou leur exploitation et mettant en cause ou étant susceptibles de mettre en cause la sécurité des personnes ou des biens et précisant les modalités de leur déclaration ;

VU l'arrêté ministériel du 17 mars 2017 précisant les modalités de détermination de la hauteur et du volume des barrages et ouvrages assimilés aux fins du classement de ces ouvrages en application de l'article R. 214-112 de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 6 août 2018 fixant des prescriptions techniques relatives à la sécurité des barrages ;

VU les informations communiquées le 20 septembre 2019 par Voies Navigables de France, exploitant de l'ouvrage et pétitionnaire,

VU le courrier adressé au pétitionnaire, le 06 décembre 2019, dans le cadre de la procédure contradictoire, l'invitant à faire part de ses observations sur le projet d'arrêté préfectoral portant classement du bief ;

VU les observations formulées par le pétitionnaire en date du 26 décembre 2019;

Considérant que les renseignements fournis par le pétitionnaire font apparaître, au titre de l'article R.214-53 du code de l'environnement, l'existence d'un ouvrage relevant des critères de classement définis à l'article R.214-112 du code de l'environnement, sur les communes de VOID-VACON, TROUSSEY, SORCY-SAINT-MARTIN, PAGNY-SUR-MEUSE, LAY-SAINT-REMY et FOUG ;

Considérant qu'il convient de porter classement dudit ouvrage, compte tenu de ses caractéristiques géométriques, notamment sa hauteur de 6,75 m au-dessus du terrain naturel, son volume de retenue de 724 670 m³ soit $H^2 \times V^{0,5} = 45,56$;

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires de la Meuse,

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires de la Meurthe et Moselle,

ARRÊTE

Titre I : CLASSE DE L'OUVRAGE

Article 1 : Responsable de l'ouvrage

En sa qualité d'exploitant du bief n°14VMO de Foug, Voies Navigables de France assure les obligations fixées par le présent arrêté.

Article 2 : Description et classement de l'ouvrage

Le bief de foug, d'une longueur de 19,365 km, est situé sur les communes de VOID-VACON, TROUSSEY, SORCY-SAINT-MARTIN, PAGNY-SUR-MEUSE, LAY-SAINT-REMY et FOUG,

| | |
|--|------------------------------------|
| H : hauteur au-dessus du terrain naturel | 6,75 mètres |
| V : Capacité de la retenue à la cote RN | 0,72467 millions de m ³ |

Système de référence linéaire :

- PK début : 102,498
- PK fin : 121,863

Plan en annexe

| Rubrique | Intitulé | Classe |
|----------|---|--------|
| 3.2.5.0 | Barrage de retenue et ouvrages assimilés relevant des critères de classement prévus par l'article R.214-112 | C |

Titre II : RÈGLES RELATIVES À LA SÉCURITÉ ET LA SÛRETÉ DE L'OUVRAGE

Article 3 : – Documents réglementaires

En application de l'article R.214-122 du Code de l'environnement, le propriétaire ou l'exploitant établit ou fait établir :

- 1^{er}) un dossier technique regroupant tous les documents relatifs à l'ouvrage, permettant d'avoir une connaissance la plus complète possible de sa configuration exacte, de sa fondation, de ses ouvrages annexes, de son environnement hydrologique, géomorphologique et géologique ainsi que de son exploitation depuis sa mise en service ;
- 2^e) un document décrivant l'organisation mise en place pour assurer l'exploitation de l'ouvrage, son entretien et sa surveillance en toutes circonstances, notamment les vérifications et visites techniques approfondies, le dispositif d'auscultation, les moyens d'information et d'alerte de la survenance de crues et de tempêtes ;
- 3^e) un registre sur lequel sont inscrits les principaux renseignements relatifs aux travaux, à l'exploitation, à la surveillance, à l'entretien de l'ouvrage et de son dispositif d'auscultation, aux conditions météorologiques et hydrologiques exceptionnelles et à l'environnement de l'ouvrage ;
- 4^e) un rapport de surveillance périodique comprenant la synthèse des renseignements figurant dans le registre prévu au 3^e et celle des constatations effectuées lors des vérifications et visites techniques approfondies ;
- 5^e) un rapport d'auscultation établi périodiquement par un organisme agréé conformément aux dispositions des articles R.214-129 à R.214-132 du Code de l'environnement.

L'exploitant tient à jour ces dossiers, documents et registre, les conserve de façon qu'ils soient accessibles et utilisables en toutes circonstances et les tient à la disposition du service de contrôle de la sécurité des ouvrages hydrauliques.

Article 4 – Exploitation et surveillance

En application de l'article R.214-123 du Code de l'environnement, l'exploitant surveille et entretient son ouvrage et ses dépendances.

Il procède notamment à des vérifications du bon fonctionnement des organes de sécurité et à des visites techniques approfondies de l'ouvrage qui sont effectuées au moins une fois dans l'intervalle de deux rapports de surveillance.

Article 5 : Prescriptions relatives à l'ouvrage

L'ouvrage doit être rendu conforme aux dispositions des articles R. 214-122 à R. 214-128 du Code de l'Environnement selon les délais et modalités suivantes :

- Description de l'organisation mise en place pour assurer l'exploitation de l'ouvrage, son entretien et sa surveillance **sous 6 mois à compter de la date de la notification du présent arrêté ;**
- Constitution du registre de l'ouvrage **sous 6 mois à compter de la date de la notification du présent arrêté ;**
- Constitution d'un dossier technique regroupant tous les documents relatifs à l'ouvrage **sous 12 mois à compter de la date de la notification du présent arrêté ;**
- Production d'un rapport de surveillance **sous 12 mois à compter de la notification du présent arrêté puis tous les 5 ans ;**
- Production par un organisme agréé d'un rapport d'auscultation **sous 24 mois à compter de la notification du présent arrêté puis tous les 5 ans ;**

Le rapport de surveillance et le rapport d'auscultation sont transmis au service de l'État chargé du contrôle dans le mois suivant leur réalisation.

Dans l'intervalle de deux rapports de surveillance, le propriétaire ou exploitant est tenu de procéder, à minima, à une visite technique approfondie, dont le rapport pourra être transmis au service de contrôle sur sa demande.

Article 6 : Déclaration des incidents

Tout événement ou évolution concernant l'ouvrage ou son exploitation susceptible de mettre en cause la sécurité des personnes et des biens doit être déclaré au Préfet dans les meilleurs délais, conformément à l'article R.214-125 du Code de l'Environnement.

Toute déclaration est accompagnée d'une proposition de classification selon le niveau de gravité défini par l'arrêté ministériel du 21/05/2010. En fonction du niveau de la gravité qu'il constate, le préfet peut demander à l'exploitant un rapport sur l'événement.

En outre, une visite technique approfondie doit être réalisée à l'issue de chacun de ces événements ou évolutions.

Article 7 : Diagnostic de sûreté

Conformément à l'article R.214-127 du Code de l'Environnement, si l'ouvrage ne paraît pas remplir des conditions de sûreté suffisantes, le préfet peut prescrire à l'exploitant de faire procéder, à ses frais, dans un délai déterminé, et par un organisme agréé conformément aux dispositions des articles R. 214-129 à R. 214-132, à un diagnostic sur les garanties de sûreté de l'ouvrage où sont proposées, le cas échéant, les dispositions pour remédier aux insuffisances de l'ouvrage, de son entretien ou de sa surveillance au regard des impératifs de la sécurité des personnes et des biens.

L'exploitant adresse, dans le délai fixé, ce diagnostic au préfet en indiquant les dispositions qu'il propose de retenir. Les prescriptions retenues sont fixées par arrêté préfectoral.

Article 8 : Travaux

Tout projet de modification de l'ouvrage, en dehors des travaux d'entretien et de réparation courante, est réalisé par un organisme agréé, conformément aux articles R.214-119 et R.214-120 du Code de l'Environnement.

Titre III : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 9 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 10 : Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas l'exploitant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 11 : Publication et information des tiers

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant.

Il sera également :

- mis à disposition du public sur les sites internet des préfectures de la Meuse et de Meurthe-et-Moselle pendant une durée d'au moins 6 mois,
- affiché en mairies de VOID-VACON, TROUSSEY, SORCY-SAINT-MARTIN, PAGNY-SUR-MEUSE, LAY-SAINT-REMY et FOUG, dès sa réception et pendant un délai minimum d'un mois.

Article 12 : Voies et délais de recours

En application des articles L.411-2 du code des relations entre le public et l'administration et R.421-1 et suivants du Code de justice administrative, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux, adressé à Monsieur le Préfet de la Meuse, 40 rue du Bourg – 55012 Bar-le-Duc ou à Monsieur le Préfet de la Meurthe-et-Moselle, 1 rue du Préfet Claude Eri-gnac – CO 60031 – 54038 NANCY ;
- soit un recours hiérarchique, adressé à Monsieur le Ministre de l'Intérieur, Place Beauvau – 75800 – PARIS cedex 08 ;
- soit un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif de NANCY - 5, place de la Carrière - CO 20038 - 54036 NANCY Cedex. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Le rejet implicite intervient, suite au silence gardé par l'administration, à l'issue d'une période de deux mois.

Article 13 : Exécution

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle, le Préfet de la Meuse, le Directeur Départemental des Territoires de la Meuse, le Directeur Départemental des Territoires de Meurthe-et-Moselle, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Grand-Est, les Maires des communes du département de la Meuse de VOID-VACON, TROUSSEY, SORCY-SAINT-MARTIN, PAGNY-SUR-MEUSE et les Maires des communes de Meurthe-et-Moselle de LAY-SAINT-REMY, FOUG, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Nancy, le **6 FEV. 2020**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

Eric FREYSSELINARD

Fait à Bar-le-Duc, le **04 MARS 2020**

Le Préfet de la Meuse

Alexandre ROCHATTE

ANNEXE : PLAN DE SITUATION

